
CAHIER DES CLAUSE TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure M_2493

Pouvoir adjudicateur : GCS UniHA – 9 rue des Tuiliers – 69003 LYON

Objet du marché : Acquisition et installation de mobilier, d'équipements, de fournitures et de prestations pour l'aménagement de bureaux, de poste de travail et de lieux de vie

Procédure : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Technique d'achat : Accord-cadre à bons de commande

TABLE DES MATIERES

1.	CONTEXTE de la consultation	5
2.	DEFINITION DU BESOIN	5
3.	POLITIQUE ACHAT	5
3.1	LES AXES PRINCIPAUX	5
3.2	ACHAT DURABLE, SANTE AU TRAVAIL & PERFORMANCES ECONOMIQUES	5
3.3	PLAN DE PROGRES.....	7
4.	CONFORMITE A LA LEGISLATION – REGLEMENTATION Et NORMES EN VIGUEUR.....	8
4.1	DISPOSITIONS CONCERNANT LES REGLEMENTATIONS APPLICABLES.....	8
4.1.1	Les normes ou leurs équivalents exigées	8
4.2.2	Les fiches techniques	9
5.	CONSEIL - APPUI TECHNIQUE	10
5.1	Etudes d’implantation - modélisation	10
5.2	Réalisation de mobilier sur mesure.....	12
5.3	Prestation de montage, démontage, dépannage, réparation, réglage en différé	12
5.4	Prestation de stockage	12
6.	ACCOMPAGNEMENT & Formation AU DEMARRAGE Des marches	12
7.	Conditions de garantie et de service après vente.....	12
7.1	LA PERENNITE DES PRODUITS	12
7.2	LA GARANTIE AU MONTAGE	12
7.3	LA GARANTIE LEGALE	13
7.4	DELAJ DE REPARATION / REMPLACEMENT DE PIECES	13
8.	PLAN DE CONTINUITE D’ACTIVITE	14
9.	LOT 1 PLANS DE TRAVAIL ET RANGEMENTS	14
9.1	DISPOSITIONS GENERALES	14
9.1.1	Ergonomie	15
9.1.2	Esthétisme	15
9.1.3	Durabilité – Démontage – Remontage	16
9.1.4	Entretien.....	16
9.1.5	Piètements	16
9.1.6	Rangements.....	17
9.1.7	Rangements métalliques portes rideaux	17
10.	LOT 2 sièges de bureau et polyvalents	17
10.1	DISPOSITIONS GENERALES	17
10.1.1	Esthétisme	18

10.1.2 Entretien.....	18
10.1.3 Fonctions attendues pour les sièges de travail	18
10.1.4 Fonctions attendues pour les fauteuils à usage intensif 24h/24	19
10.1.5 Fonctions attendues pour les chaises polyvalentes	19
11. LOT 3 Mobilier pour espaces de convivialité	19
11.1 DISPOSITIONS GENERALES	19
12. LOT 4 mobilier d'accueil	20
12.1 DISPOSITIONS GENERALES	20
12.1.1 Esthétisme	20
12.1.2 Entretien.....	20
13. LOT 5 MOBILIERS ERGONOMIQUES AVEC ACCOMPAGNEMENT A L'AMENAGEMENT DES POSTES de travail 20	
13.1 DISPOSITIONS GENERALES	20
13.1.1 Esthétisme	21
13.1.2 Conseil et accompagnement	21
13.1.3 Prestations d'installation et de prêt	22
13.1.4 Service Après-Vente	23
13.1.5 Rapidité d'intervention	24
13.1.6 Confidentialité	24
13.1.7 Réaffectation de matériel	24
13.2 SIEGE PREVENTION AVEC PATHOLOGIE	24
13.3 SIEGE COMPENSATION DE HANDICAP	25
13.4 SIEGE POUR PERSONNE DE FORTE CORPULENCE	25
13.5 SIEGE COMPENSATION DE HANDICAP FREINE BRANCHE 4 PIETEMENTS	25
13.6 SIEGE HAUT PREVENTION ET COMPENSATION DE HANDICAP	25
13.7 SIEGE ASSIS-DEBOUT	25
13.8 SIEGE USAGE INTENSIF 24H (MECANIQUE DYNAMIQUE A BASCULE)	26
13.9 TABOURET OSCILLANT	26
13.10 REPOSE BRAS.....	26
13.11 REPOSE-JAMBES	26
13.12 REPOSE-PIEDS	26
14. LOT 6 mobilier d'extérieur	26
14.1 DISPOSITIONS GENERALES	26
14.1.1 Fonctions attendues	27
14.1.2 Normes ou leurs équivalents exigées	27
14.1.3 Ergonomie	28

14.1.4 Esthétisme	28
14.1.5 Durabilité	28
14.1.6 Entretien	28
14.1.7 Particularités	28
15. LOT 7 mobilier acoustique	29
15.1 DISPOSITIONS GENERALES	29
15.1.1 Fourniture et installation de cabines acoustiques	29

1. CONTEXTE DE LA CONSULTATION

Cette consultation a pour objet l'aménagement intérieur et/ou extérieur, le conseil, la fourniture de matériels, la livraison, l'installation et le montage de mobilier de bureau, de mobilier ergonomique, de mobilier d'accueil, de mobilier d'extérieur, de divers accessoires nécessaires aux mobiliers, de services d'après-vente ainsi que d'autres prestations associées pour l'ensemble des adhérents de la centrale UniHA.

Le descriptif des fournitures et des services associés est précisé dans le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2. DEFINITION DU BESOIN

Les fournitures et prestations associées, objets du présent accord-cadre et qui pourront faire l'objet de commande, concernent notamment :

- ✓ Rangements, bureaux et salles de réunion
- ✓ Sièges de bureau et de salles de réunion
- ✓ Mobilier pour espaces de convivialité
- ✓ Mobilier d'accueil
- ✓ Aménagement de postes ergonomiques
- ✓ Mobilier d'extérieur
- ✓ Aménagement acoustique, meeting box, cabine...

3. POLITIQUE ACHAT

3.1 LES AXES PRINCIPAUX

Les titulaires, en leurs qualités de professionnels, sont expressément tenus à des obligations d'information, de conseil et de mise en garde relative à l'ensemble des fournitures et services associés à l'objet du contrat.

Le titulaire s'engage notamment à accompagner les adhérents pour :

- ✓ Définir les justes besoins des établissements et conseiller les solutions les plus adaptées
- ✓ Créer un environnement de travail sûr et ajusté afin de protéger la sécurité et la santé des personnes
- ✓ Favoriser la qualité de vie au travail et le bien être
- ✓ Permettre la diversité des usages
- ✓ Stabiliser les prix et garantir des économies
- ✓ Optimiser leurs approvisionnements, les coûts d'acquisition et de possession
- ✓ Réduire leurs impacts environnementaux
- ✓ Assurer des formations ou sensibilisations

3.2 ACHAT DURABLE, SANTE AU TRAVAIL & PERFORMANCES ECONOMIQUES

UniHA souhaite que l'acquisition et l'utilisation de mobiliers favorisent une approche éco-responsable et d'achat durable. Dans cet objectif les offres des candidats doivent contribuer à la santé et la qualité de vie au travail, à la prévention, à la solidarité sociale, à la protection de l'environnement ainsi qu'aux performances économiques.

Le titulaire s'engage à respecter toutes législations en vigueur en matière environnementale ainsi que sociale et notamment ne pas employer de substances toxiques ou interdites.

Il doit veiller à proscrire les matériaux dont l'élimination est difficile (piles au mercure par exemple ...). En cas d'absolue nécessité de recours à ces matériaux dans la fabrication, le titulaire précise, préalablement à leur utilisation, les conditions, adresses et coûts d'élimination de ces produits.

Pendant toute la durée de vie des produits objets du marché, le titulaire doit aviser les établissements des conditions d'élimination des mobiliers en cas d'évolution de la réglementation sur ces mêmes produits jugés aujourd'hui sans risque et difficulté.

Au-delà des dispositions légales et réglementaires, le titulaire s'engage à respecter les consignes et procédures des établissements en matière d'environnement ; et notamment celles concernant les substances interdites ou non souhaitées par ceux-ci ; ainsi que les demandes relatives aux rejets et aux circuits d'élimination des matériaux générés par la réalisation des prestations objets du marché.

Le présent accord cadre est construit dans l'objectif d'optimiser les coûts des fournitures et services associés, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de favoriser l'insertion notamment par le fait de :

- ✓ Garantir une politique environnementale, sociale et :
 - Recourir au réemploi : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus
 - Recourir à la réutilisation : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau
 - Recourir au recyclage : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en substances, matières ou produits aux fins de leur fonction initiale ou d'autres fins
 - Privilégier des fournitures fabriquées avec des matériaux biosourcés
 - Permettre la réparabilité des mobiliers dont notamment le changement des dossiers et des assises des sièges... et garantir la mise à disposition d'instructions claires en langue française de démontages et de réparations
 - Assurer la gestion du transport et de la logistique avec une stratégie ayant pour but de réduire les émissions de CO², d'optimiser les tournées, d'avoir recours à des véhicules propres, de former le personnel à l'éco conduite
 - Optimiser en permanence le conditionnement des produits, garantir la gestion des emballages avec une approche pour éviter le suremballage, limiter au maximum le recours aux films plastiques, recourir à des emballages écoresponsables
 - Dématérialiser les flux (limitation du recours au papier, substitution par des supports numériques)
 - Accompagner les établissements dans leur choix et la rationalisation des produits, dans l'optimisation de leurs approvisionnements, des livraisons
 - Recourir à l'insertion sociale...

Le Code de l'environnement prévoit la mise en place d'une filière de responsabilité élargie du producteur (REP) pour la gestion des déchets d'éléments d'ameublement. Le principe de la REP est de faire peser sur le metteur sur le marché d'un produit la gestion des déchets qui en résultent. Aussi, le metteur sur le marché devra assurer la prise en charge de la collecte, et du traitement des déchets issus desdits produits en fin de vie (*Article L 541-10-6 du code de l'environnement ; Articles R 543-240 et suivants du code de l'environnement*). Le titulaire devra remplir son obligation de prise en charge de la collecte et du traitement des déchets soit :

- ✓ Par la mise en place d'un système individuel approuvé par les pouvoirs publics,

- ✓ Par l'adhésion à un éco-organisme agréé en lui versant une contribution financière.

Le titulaire devra se conformer à la réglementation liée à son secteur y compris en cas d'évolution de celle-ci au cours de la durée d'exécution du présent marché.

3.3 PLAN DE PROGRES

Dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché, il est attendu du titulaire qu'il propose un accompagnement des bénéficiaires vers une démarche de progrès continu. Le titulaire proposera des pistes d'amélioration pour l'exécution du marché. Il devra notamment apporter des solutions concrètes visant à une gestion plus rationnelle des fournitures, des commandes et de leur distribution.

Il peut s'agir des axes d'amélioration suivants :

- ✓ Santé et Qualité de vie au travail
- ✓ D'ordre technique : garantir la sécurité des usagers avec du matériel adapté
- ✓ D'ordre environnemental : restreindre l'impact environnemental des prestations, renouveler le parc de véhicules, rationaliser les livraisons, mutualiser les livraisons et les dépôts logistiques, mettre en œuvre des pratiques de conditionnement durable, augmenter la gamme de fournitures recourant au réemploi, à la réutilisation, au recyclage, aux matériaux biosourcés...
- ✓ D'ordre social : accroître le volume d'heure confiées à des personnes en insertion, promouvoir l'égalité femmes/hommes, garantir l'emploi durable et décent pour tous

Chaque établissement sera libre d'adhérer ou non à ces évolutions, en partie ou en totalité. Le plan de progrès représente également une opportunité pour la mise en place d'innovations qui pourront être testées sur un site défini au préalable. Des objectifs de performances en adéquation au plan de progrès pourront être déterminés en cours d'exécution.

Dans cette perspective, la démarche d'élaboration du plan de progrès est initiée par le titulaire dans un délai maximal de 14 mois après la notification du marché (par exemple : lors de la première revue de contrat).

Il présente, au GCS UniHA, des propositions d'amélioration en tenant compte des retours d'expérience capitalisés à l'issue de cette première année d'exécution. Sur la base de cette proposition, les parties engagent des discussions afin d'élaborer un plan de progrès initial.

Le titulaire convient d'opérer un suivi régulier des actions mises en œuvre et d'établir à chaque revue de contrat un bilan du plan de progrès élaboré conjointement. Ce bilan détaille notamment les actions engagées, les résultats constatés, les difficultés rencontrées et, le cas échéant, propose des ajustements du plan de progrès initial.

Dans l'hypothèse où le plan de progrès conduirait à modifier les stipulations du marché, il donne lieu à la conclusion d'un avenant entre le GCS UniHA et le titulaire. Dans le cas inverse où il n'entraîne aucune modification des stipulations du marché, le plan de progrès est formalisé par un simple échange de courrier entre les parties

En aucun cas, les actions du plan de progrès ne pourront remettre en cause l'économie générale du marché.

4. CONFORMITE A LA LEGISLATION – REGLEMENTATION ET NORMES EN VIGUEUR

Les fournitures et services associés doivent répondre à toutes les spécifications du marché, normes en vigueur et à venir, énoncées dans les lois et décrets applicables pendant la période d'exécution du marché ainsi qu'aux recommandations éventuelles d'institutions. Ils doivent être en tous points conformes à la réglementation en vigueur prévue par les différents textes (règlement européen, directives européennes, lois françaises ...).

Le titulaire s'engage à fournir, pour les mobiliers concernés, des produits conformes au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Les notices et instructions d'utilisation transmises aux établissements doivent être en langue française et permettre d'utiliser les matériels en toute sécurité ainsi qu'un usage optimal.

Toute référence à une norme dans le présent CCTP doit être comprise avec la mention « ou équivalent ». Le titulaire apporte par tout moyen la preuve de l'équivalence.

UniHA se réserve la possibilité de faire réaliser un contrôle de la conformité du matériel ou du déclaratif du titulaire par un organisme de contrôle de son choix. Si ces certifications ou déclaratifs s'avèrent inexacts, UniHA se réserve le droit de résilier le marché aux frais et torts exclusifs du titulaire ou de faire effectuer à la charge du titulaire les remédiations préconisées par le bureau de contrôle afin de mettre les produits au niveau des déclaratifs inclus dans l'offre et ce, sans aucun surcoût sur les livraisons effectuées et à venir (remédiations vérifiées par le même bureau de contrôle).

Le candidat indique dans le Cadre du Mémoire Technique (CMT) les normes et labels pour chaque fourniture proposée au BPU.

4.1 DISPOSITIONS CONCERNANT LES REGLEMENTATIONS APPLICABLES

Les fournitures doivent être en conformité avec les réglementations en vigueur notamment vis-à-vis du type de public et de l'usage concernés.

4.1.1 Les normes ou leurs équivalents exigées

Les fournitures objet du présent accord cadre ainsi que leurs conditions d'installation doivent impérativement être conformes, selon le type de fournitures et de services associés, aux normes et réglementations ci-dessous :

- ✓ Aux décrets, arrêtés, circulaires en vigueur à la date de remise des offres
- ✓ Au Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) approuvé par arrêté du 25 juin 1980 et complété notamment par un arrêté du 12 décembre 1984. Les sièges doivent respecter l'article AM18 Version en vigueur depuis le 04 novembre 2023 Modifié par Arrêté du 30 octobre 2023 - art. 3 de la réglementation Sécurité Incendie en ERP. L'instruction technique relative au comportement non feu des sièges doit être respectée, l'attestation doit être datée de moins de cinq ans. Le mobilier devra répondre à la réglementation incendie applicable à l'établissement qui commande et utilise le mobilier
- ✓ Le marquage CE : Tous les produits proposés dans le cadre du présent marché devront respecter les normes en vigueur ainsi que les normes européennes adaptées en normes

françaises. Tout équipement livré comporte obligatoirement un marquage CE de conformité. Toute déclaration CE de conformité sera signée par une autorité compétente et aura été établie dans les 12 derniers mois précédant la livraison. Pour les équipements soumis à examen CE de Type, la déclaration CE de conformité fera référence à l'attestation d'examen CE de type (Nom de l'organisme certificateur, date et numéro de visa).

- ✓ L'origine des bois provenant de forêts gérées durablement : PEFC, FSC sera valorisé
- ✓ Absence de métaux lourds dans la composition des produits
- ✓ Absence de CFC et de HCFC dans la composition de la mousse
- ✓ Afin de lutter contre la pollution de l'air intérieur et d'agir sur la santé, les solvants employés dans de nombreux matériaux, comme les COV (Composés Organiques Volatils) devront être minimisés. Le mobilier devra respecter le décret n° 2012-14 du 5/01/2012, ayant pour objet la qualité de l'air dans les établissements recevant du public. Le titulaire s'engage à se conformer à la classe E1, norme EN 717-2, garantissant un seuil strict de teneur en formaldéhyde.
- ✓ Les peintures doivent être garanties sans toluène

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace économique européen si elles sont reconnues comme équivalentes. Dans le cas de référence à des marquages de qualité françaises, le Titulaire du marché peut proposer des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords de l'European co-opération for Accreditation (EA).

Le Titulaire du marché doit alors apporter les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. Les deux clauses précédentes n'amoindissent en aucune manière le fait que la norme française ou le marquage de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le UniHA accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

Toute demande formulée par le UniHA et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au CGS UniHA avec tous les documents justificatifs nécessaires.

Le titulaire pourra être titulaire d'une norme relative à la traçabilité des produits. A minima, il devra être en mesure d'apporter des précisions et preuves relatives aux différents aspects de cette traçabilité, notamment sur les deux points suivants :

- ✓ Toutes les étapes du parcours de fabrication du produit
- ✓ La provenance des composants et matériaux ; et des fournisseurs.

En cours d'exécution du marché, à la demande des Etablissements, suivant les projets (exemple : réglementation des immeubles de grande hauteur (IGH)), le titulaire devra obligatoirement communiquer le potentiel calorifique des fournitures

4.2.2 Les fiches techniques

Le Titulaire transmettra aux établissements l'ensemble des Fiches Techniques pour les fournitures commandées.

- ✓ Lors de la remise de l'offre

- ✓ Lors des mises à jour
- ✓ A la demande des établissements

Chaque fiche technique fera référence aux normes applicables pour le produit considéré.

Les titres des documents transmis aux adhérents et au GCS UniHA sous format informatique portent la référence du fournisseur ainsi que la désignation commerciale inscrites au BPU (les noms et références précis des fournitures et services associés), celles-ci sont facilement lisibles.

Le contrôle de la qualité des équipements incombe en premier lieu au titulaire. Ainsi, le simple fait de présenter une offre sur un lot implique que le fournisseur ait déjà vérifié la conformité de la fourniture aux caractéristiques contractuelles.

Le titulaire s'engage à respecter les normes attestant du respect de l'intégralité du cahier des charges.

Il convient pour le titulaire d'anticiper les échéances réglementaires antérieures au lancement du marché mais aussi celles pouvant survenir en cours du marché. Dans le cas où pendant la période d'exécution du marché, de nouvelles dispositions réglementaires entreraient en vigueur, les fournitures devront être adaptées afin de répondre à ces nouvelles dispositions.

5. CONSEIL - APPUI TECHNIQUE

Pour tous les lots, pendant toute la durée de l'accord-cadre et sur l'ensemble de la France métropolitaine, le titulaire devra, chaque fois qu'un établissement le sollicitera à cet effet :

- ✓ Accompagner l'établissement dans la démarche de détermination des besoins en étant force de proposition
- ✓ Savoir conseiller en termes d'agencement et d'ergonomie
- ✓ Délivrer son expertise pour optimiser au mieux les espaces

5.1 Etudes d'implantation - modélisation

Préalablement à la passation d'une commande, l'établissement pourra prendre rendez-vous avec le titulaire afin de déterminer la nature, la quantité, et les dispositions relatives aux équipements mobiliers objets de la commande. Cette prestation n'est pas soumise à un montant minimum de commande et ne sera pas facturée.

Pour tous les lots il pourra être demandé au titulaire, préalablement à la passation de commande, la réalisation de services associés et de livrables dont notamment la prise de côtes sur place, la formulation de plans d'implantations 2D et/ou 3D intégrant les mobiliers prévus et faisant apparaître le volume des locaux concernés dans le cadre d'un projet d'aménagement, les préconisations d'ambiance intérieure... Ces modélisations devront permettre de visualiser le projet dans l'espace et d'envisager une ou plusieurs propositions d'aménagement.

A la demande de l'établissement (envoi d'un mail attestant de la demande), dans le cadre de projet d'envergure ou particulier (constructions ou restructurations d'un bâtiment par exemple), le titulaire s'engage à effectuer une visite préalable dans l'établissement concerné ou à participer à une réunion de travail, afin de recueillir les besoins nécessaires à l'élaboration du projet d'aménagement.

Pour tous les lots à l'exception du lot 5, cette visite préalable doit être effectuée dans un délai maximal de 15 jours calendaires à compter de la date d'envoi de la demande par l'établissement (accusé de réception du mail faisant foi). Pour le lot 5, le délai pour installer la mise à l'essai du mobilier, prodiguer

les conseils de bonne utilisation ou réaliser une assistance technique en cours d'utilisation ne devra pas excéder 10 jours calendaires à compter de la demande initiale de l'établissement.

Lors de cette visite, le titulaire effectue toutes les vérifications d'usage afin de s'assurer de l'adaptabilité et de la cohérence du projet par rapport aux besoins et vérifie la compatibilité du local destinataire avec les contraintes d'installation, (escalier, ascenseur...) dans le respect des normes de sécurité et accessibilité.

A l'issue de cette visite préalable, le titulaire remet à l'établissement pour validation sa proposition d'aménagement sous la forme d'un devis, établi sur la base du bordereau des prix unitaires, validé par l'établissement le cas échéant, ainsi que, sur demande, un plan d'implantation. En cas de recours autorisé à des matériels hors bordereau des prix, le titulaire joint au devis les extraits du catalogue où figurent les prix de ces matériels

Le titulaire s'engage à respecter un délai maximum de 15 jours calendaires entre la visite préalable et la transmission des livrables, sous peine d'application des pénalités prévues au CCAP. Dans le cas de projet lourd, de type grosses restructurations ou nouveau l'établissement, ce délai peut être prolongé par l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'engage à proposer, sur demande de l'établissement, une étude d'implantation des mobiliers en tenant compte de l'organisation du travail et des contraintes architecturales, dans un souci d'optimisation des locaux. Cette étude pourra être plus ou moins élaborée, suivant la complexité et l'importance de l'implantation envisagée. Dans le cas où elle excèdera un simple schéma d'implantation, le titulaire fixera précisément à l'établissement le délai nécessaire à son exécution.

L'implantation fera l'objet d'une prestation de conseils en aménagement permettant d'établir l'agencement du mobilier dans les locaux compte tenu des contraintes propres à chaque établissement et à chaque bureau.

Ces prestations seront réalisées par un conseiller technique du titulaire en liaison avec le responsable de l'établissement concerné. La méthode de travail du candidat est détaillée dans le mémoire technique joint à l'offre.

De même, dans le cas où un devis et/ou une implantation est demandée par un établissement préalablement à la passation de la commande, ceux-ci doivent être fournis par le titulaire dans un délai maximal de 8 jours calendaires suivant le rendez-vous commercial relatif à son élaboration.

Les projets de plans d'implantation seront réalisés en couleur afin d'en améliorer la lisibilité. Les erreurs éventuelles de cotation des plans d'implantation réalisés relèvent de la responsabilité du titulaire qui vérifiera sur place les côtes et l'implantation d'éventuels poteaux et autres caractéristiques.

A la demande de l'établissement, le titulaire est tenu de participer à toute réunion nécessaire ayant pour objet la fixation et le suivi du calendrier de livraison et de montage des matériels commandés.

Dans les mêmes conditions, le titulaire est tenu de participer à toute réunion nécessaire ayant pour objet la définition des limites de prestation entre les différents fournisseurs de l'établissement pour l'opération d'aménagement considéré.

Le titulaire devra proposer une date de rendez-vous au site concerné au maximum dans les 8 jours calendaires suivant la demande de celui-ci.

5.2 Réalisation de mobilier sur mesure

Sous la responsabilité des établissements, il pourra être demandé au titulaire de réaliser sur devis, à partir des fournitures objet du présent marché, une ou plusieurs modifications de pièces afin de les adapter à des situations spécifiques.

5.3 Prestation de montage, démontage, dépannage, réparation, réglage en différé

Des prestations pourront être demandées pour les fournitures objets du marché soit dans le cadre d'opération de transfert, soit dans le cadre d'un montage différé du mobilier déjà livré. Des lignes sont prévues au BPU dans cet objectif.

5.4 Prestation de stockage

Des prestations de stockage des fournitures pourront être demandées par les établissements. Il s'agira de prestations exceptionnelles sous la responsabilité des établissements demandeurs. Ces prix s'appliqueront exclusivement pour la durée du stockage de fournitures objet du marché consécutif à 21 jours calendaires de retard de livraison du fait de l'établissement concerné. Des lignes sont prévues au BPU dans cet objectif.

6. ACCOMPAGNEMENT & FORMATION AU DEMARRAGE DES MARCHES

La formation des employés sur les bonnes pratiques en matière d'ergonomie et de sécurité est cruciale. Cela inclut des informations sur la manière d'utiliser correctement les équipements, l'importance de signaler immédiatement les problèmes et les procédures en cas d'incident. Des sessions de sensibilisation régulières peuvent aider à maintenir une culture de sécurité au sein des établissements. Sur demande de l'établissement, sur l'ensemble du territoire français métropolitain, le titulaire devra également être en mesure de conseiller les utilisateurs en matière d'ergonomie des postes ; et ainsi apporter son expertise quant à l'aménagement adéquat d'un poste de travail et aux postures à adopter au quotidien pour limiter les troubles musculosquelettiques.

7. CONDITIONS DE GARANTIE ET DE SERVICE APRES VENTE

7.1 LA PERENNITE DES PRODUITS

Le titulaire devra fournir la/les même(s) gamme(s) de mobilier et toutes leurs pièces détachées pendant la durée du marché. Les éléments doivent pouvoir être rachetés à l'unité.

7.2 LA GARANTIE AU MONTAGE

Le titulaire du marché est tenu de garantir à la livraison et au montage le parfait état de son mobilier.

7.3 LA GARANTIE LEGALE

Les prestations font l'objet d'une garantie légale minimale de deux ans ou d'une durée supérieure comme inscrit au BPU, à compter de la réception du matériel et des prestations associés par les établissements. La garantie concerne l'ensemble des équipements et accessoires commandés par les établissements au titre du marché.

Cette garantie minimale couvre l'intégralité des coûts de remise en état du mobilier (pièces, main d'œuvre, frais de port et déplacements).

Cette garantie porte sur tous les défauts visibles ou non des composants et sur le bon fonctionnement de la fourniture. Seuls sont exclus de la prise en charge les réparations liées à des dégradations volontaires ou accidentelles.

La garantie comprend pièces, main d'œuvre et déplacements pour les interventions préventives conformément aux préconisations du fabricant d'une part et pour les interventions curatives couvrant tout vice de fabrication et de fonctionnement d'autre part. La garantie porte sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, sur tous les vices de construction ou de conception et sur le bon fonctionnement de l'installation, tant dans l'ensemble que dans les détails.

Au cours de la période de la garantie ci-dessus définie, le titulaire s'engage à remplacer toute pièce défectueuse ou effectuer toute intervention nécessaire, les frais occasionnés étant à sa charge.

Les modalités de mise en œuvre du service après-vente devront être précisées en tenant compte du délai d'intervention fixé au maximum à 72 heures, à compter de la date de réception de la commande par le titulaire et du délai de remise en service n'excédant pas, dans les cas d'échange du matériel, le délai de livraison du matériel neuf (ne pouvant excéder 6 semaines maximum).

La pérennité des gammes proposées ne pourra être inférieure à 10 ans à partir de la date de notification.

La garantie comprend pièces, main d'œuvre et déplacements pour les interventions préventives d'une part et pour les interventions curatives couvrant tout vice de fabrication et de fonctionnement d'autre part. La garantie porte sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, sur tous les vices de construction ou de conception et sur le bon fonctionnement de l'installation, tant dans l'ensemble que dans les détails.

Au cours de la période de la garantie ci-dessus définie, le titulaire s'engage à remplacer toute pièce défectueuse ou effectuer toute intervention nécessaire, les frais occasionnés étant à sa charge.

Si le titulaire propose une extension de garantie dans son cadre de réponse, celle-ci a valeur contractuelle.

En cas de problème constaté sur le mobilier livré, et dans le cadre d'un usage normal de celui-ci, le titulaire s'engage, à effectuer, à ses frais, les réparations, chaque fois qu'il sera nécessaire : ajustement, réparation, maintenance...

Si le mobilier doit être porté en atelier, ce sera aux frais du titulaire. Il devra, de plus, proposer un mobilier de rechange équivalent pendant la durée d'immobilisation du produit permettant la du service.

Dans le mémoire technique le candidat précise pour chaque fourniture le détail des durées ainsi que toutes preuves et justificatifs.

7.4 DELAI DE REPARATION / REMPLACEMENT DE PIECES

Pour tous les lots à l'exception du lot 5 Mobilier ergonomique

- ✓ Le délai de réparation à compter du signalement de l'anomalie ne devra pas excéder 10 jours ouvrés
- ✓ La livraison de pièces détachées doit être possible, sous un délai de moins de 20 jours ouvrés, pendant au moins toute la durée de l'accord-cadre.
- ✓ Le remplacement des équipements sur demandes des établissements sous 30 jours ouvrés

Pour le lot 5, les délais pour ces interventions sont de 10 jours calendaires maximum à compter de la demande initiale de l'établissement.

8. PLAN DE CONTINUITE D'ACTIVITE

Le titulaire doit assurer la continuité de la mise à disposition des fournitures et des services associés.

Le titulaire décrit la stratégie de continuité adoptée pour garantir la mise à disposition des fournitures ainsi que des services associés du présent marché et faire face aux risques identifiés, sériés selon la gravité de leurs effets et leur plausibilité (par exemple : système informatique indisponible, la destruction d'un site, fournisseur défaillant, pic de volume imprévu, rupture d'approvisionnement, retard de livraison, stocks insuffisants ...).

Il décline cette stratégie en termes de ressources et de procédures documentées qui vont servir de références pour répondre, rétablir, reprendre et retrouver un niveau de fonctionnement prédéfini.

Le Plan de Continuité d'Activité doit être revu régulièrement pour tenir compte de l'évolution de ces paramètres. La stratégie de continuité doit faciliter l'adaptabilité des mesures aux situations et l'évolutivité du plan dans le temps, en incluant une description du contexte, des scénarios de risque retenus et de la stratégie de réponse.

Les dispositifs contenus dans le Plan de Continuité d'Activité doivent être précisés et documentés avec notamment les points suivants :

- ✓ Le contexte
- ✓ Les objectifs et obligations du titulaire en lien avec l'objet du marché
- ✓ Les risques retenus comme les plus graves pour la continuité d'activité doivent être clairement explicités au moyen de scénarios
- ✓ La stratégie établie et décrite en précisant, pour chaque activité, les niveaux de service retenus et les durées d'interruption maximales pour ces différents niveaux de service, ainsi que les ressources et procédures permettant d'atteindre les objectifs, jusqu'à la reprise de la situation normale
- ✓ Les préconisations

9. LOT 1 PLANS DE TRAVAIL ET RANGEMENTS

9.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les plans de travail doivent permettre la variété des tâches, offrir une surface de travail et pouvoir recevoir du matériel tels qu'écran d'ordinateur, clavier, téléphone, documents. Différents formats de plateaux sont exigés.

Les plans de travail seront proposés de base avec un piètement compris, de quatre pieds ou permettant un dégagement latéral selon les précisions indiquées au niveau de chaque ligne de produit BPU. Des piètements différents pourront être proposés en complément dans le « catalogue public » du titulaire dédié au marché

Les gammes proposées devront être :

- ✓ Déclinables (standard, direction etc...) et permettant d'assortir bureaux, rangements, tables
- ✓ Facilement montables et démontables,
- ✓ Modulables, notamment pour l'aménagement des salles de réunion

Les caractéristiques des matériels et prestations imposées par le Pouvoir Adjudicateur sont inscrites au BPU/DQE. Les caractéristiques telles que décrites dans les BPU-DQE, correspondent au niveau de qualité minimal souhaité. Pour les dimensions des fournitures une tolérance de +/-10% est acceptée.

Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits dans le respect des normes applicables. Les fiches techniques et modes d'emploi seront à fournir pour chaque produit présent au BPU en langue française.

9.1.1 Ergonomie

- ✓ La fixation du plateau sur la structure doit se faire par système cadre ou poutre afin d'assurer la sécurité, la solidité, la longévité, la facilité de démontage/remontage, le recyclage.
- ✓ Les plateaux devront avoir au minimum une épaisseur de 25 mm et une densité de 650 kg/m³
- ✓ Les plans de travail devront être stables
- ✓ Tous les plans constituant le poste de travail seront indépendants
- ✓ Les piètements devront permettre le passage de câbles. Les câbles seront cachés mais faciles d'accès (4 câbles minimum). Des goulottes pour le maintien des câbles ainsi que des systèmes de type trappes seront proposés au titre du « catalogue public » du titulaire dédié au marché
- ✓ Un système de réglage du piètement permettant de rattraper les défauts de sol mais aussi d'adapter la hauteur du plateau
- ✓ Les plans de travail seront mats ou traités antireflets
- ✓ Un obturateur ou au minimum une échancrure doit permettre un accès aux câbles et à la connectique y compris le cache
- ✓ La structure des plans de travail devra pouvoir intégrer les accessoires d'ergonomie au poste de travail tels que :
 - Bras support écrans plats
 - Cloisons de séparation
 - Voiles de fond
 - Extensions munies ou non de piètements complémentaires

Ces accessoires (non exhaustif) ne sont pas tous exigés pour les propositions de base ou lignes de produit au BPU mais doivent obligatoirement être disponibles dans le « catalogue public » du titulaire dédié au marché.

Le titulaire devra remettre avec le matériel, toutes les notices nécessaires, en langue française, indiquant de façon précise les conditions particulières d'utilisation et d'entretien du mobilier.

9.1.2 Esthétisme

Afin de créer une variété d'ambiance et de style, le titulaire doit pouvoir adapter et personnaliser son mobilier à des environnements différents notamment en proposant un choix de coloris, de matières et/ou de revêtements sans modifier les prix du BPU. Ainsi par exemple, pour un même équipement inscrit au BPU le prix unitaire de celui-ci sera strictement identique pour tous les coloris proposés au(x) catalogue(s) du titulaire.

Chaque mobilier doit disposer :

- ✓ D'au moins 4 coloris différents par matériaux pour les plans
- ✓ D'au moins 2 coloris pour les piétements métalliques des tables
- ✓ Les harmonies et le choix de matériaux et coloris seront traités avec soin
- ✓ Les articles respecteront une harmonie visuelle au sein du lot, permettant de les associer aisément

En tout état de cause, le choix final des coloris sera à la décision des établissements, sur proposition du titulaire, en corrélation et harmonie avec l'ensemble des familles de mobiliers composant l'espace concerné.

Le titulaire indique dans le Cadre de Mémoire Technique le nombre de personnalisation possible par mobilier en précisant le nombre de coloris. Il doit fournir dans son offre les nuanciers correspondants.

9.1.3 Durabilité – Démontage – Remontage

Le titulaire veillera toujours à privilégier des fournitures respectant les principes du développement durable

- ✓ Les équipements devront être constitués de matériaux durables, la gamme devra pouvoir être complétée
- ✓ Les équipements doivent être démontables et remontables facilement, sans dégradation du mobilier, sans perte de stabilité ou de sécurité
- ✓ Le démontage et le remontage du mobilier ne doivent nécessiter que du petit outillage classique. L'objectif est de permettre facilement le démontage et le déplacement du mobilier par les établissements
- ✓ Les fixations bois/bois sont interdites

9.1.4 Entretien

- ✓ Pour chaque équipement proposé sera jointe au dossier de candidature une notice technique et d'entretien rédigée en français
- ✓ Les revêtements seront traités pour résister aux rayures, chocs et abrasions, pour éliminer les reflets et les imprégnations des matériaux. Ils seront aisément nettoyables avec un chiffon humide

9.1.5 Piétements

Ils seront :

- ✓ Dotés d'un système de réglage par vis d'au moins +/- 10 mm permettant d'absorber les éventuels défauts de planéité du sol
- ✓ Métalliques revêtus époxy ou équivalent
- ✓ Conception permettant une électrification verticale, c'est-à-dire permettant de recevoir des équipements électriques au libre choix de l'utilisateur. La notice, rédigée en français, fournie avec le produit doit donner les informations nécessaires à une bonne installation, notamment sur l'emplacement du produit et son mode de raccordement à l'installation fixe.

9.1.6 Rangements

- ✓ Les angles seront adoucis, sans soudure apparente dans le cas de rangements métalliques, sans aspérité et non saillants sur les façades et le dos des meubles ; les angles seront renforcés par des contreventements
- ✓ L'ensemble des rangements comprendra des vérins d'adaptation aux défauts de planéité du sol, ces vérins seront accessibles depuis l'intérieur de l'armoire
- ✓ Les modèles proposés doivent permettre l'optimisation des capacités de rangement
- ✓ Un système de serrure est exigé. Sauf précision complémentaire, chaque rangement sera muni d'une serrure à barillet interchangeable, comportant 2 clés. Les clés seront incassables ou rétractables
- ✓ Les rangements seront munis de poignées apparentes. D'autres poignées pourront être proposées dans le « catalogue public » du titulaire dédié au marché
- ✓ Pour tous les rangements proposés les prix incluront la fourniture de tablettes de rangement conformément aux indications des lignes de produits du BPU.
- ✓ Des accessoires complémentaires facultatifs pourront être proposés au titre du « catalogue public » du titulaire dédié au marché
- ✓ Les finitions des corps de rangements, des faces avant ou des tops pourront être différentes
- ✓ Les candidats sont invités à présenter leurs gammes de finitions possibles : peinture, couleurs, aspect de surface, matériaux, accessoires et poignées

9.1.7 Rangements métalliques portes rideaux

- ✓ Corps métallique monobloc de préférence, finition époxy ou équivalent
- ✓ Rideaux avec lames terminales métalliques profil anti-crochetage et poignées apparentes
- ✓ Tablettes réglables en hauteur et pouvant recevoir des dossiers suspendus
- ✓ La capacité de charge par tablette sera de 30 kg minimum
- ✓ Equipement de base : le nombre de tablettes exigées est indiqué dans le descriptif des lignes de produits.

10. LOT 2 SIEGES DE BUREAU ET POLYVALENTS

10.1 DISPOSITIONS GENERALES

Ce lot comprend :

- ✓ Des sièges de travail
- ✓ Des chaises de réunion, polyvalentes
- ✓ Des chaises pliantes
- ✓ Des fauteuils 24h/24

Tous les sièges sur roulettes seront proposés dans les annexes financières munis de roulettes pour sol dur ainsi que pour sol tendre et auto freinées

Les propositions de sièges avec dossier cuir ne sont pas souhaitées au titre du BPU et seront déclarées non conformes.

Les chaises sont des sièges sans accotoirs.

Les accotoirs des fauteuils doivent s'abaisser au maximum pour passage sous le plan de travail. Tous les accotoirs devront être réglables au minimum en trois dimensions sauf précision complémentaire et sont

souhaités réglables en profondeur, sans outil, afin d'éviter une gêne de l'utilisateur à son poste de travail.

Aucun accotoir fixe n'est autorisé pour les fauteuils de bureau.

Une localisation judicieuse des manettes de réglage est attendue.

Une attention particulière sera portée à la simplicité des réglages et à leur maniabilité. Une fiche d'utilisation simplifiée et rédigée en français sera fournie avec chaque équipement.

Des modèles complémentaires, autres dimensions, autres formes, autre type de roulettes, pourront être proposés au titre du « catalogue public » du titulaire dédié au marché.

Tous les revêtements proposés disposeront de la classification non-feu selon les normes en vigueur.

Concernant les sièges sur vérins autoporteurs : Les tubes enveloppes des vérins autoporteurs doivent satisfaire aux exigences de la méthode d'essai DIN 50100 version décembre 2022.

Les caractéristiques des matériels et prestations imposées par le Pouvoir Adjudicateur sont inscrites au BPU/DQE. Les caractéristiques telles que décrites dans les BPU-DQE, correspondent au niveau de qualité minimal souhaité. Pour les dimensions des fournitures une tolérance de +/-10% est acceptée.

Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits dans le respect des normes applicables.

Les fiches techniques et modes d'emploi seront à fournir pour chaque produit présent au BPU.

10.1.1 Esthétisme

- ✓ Les candidats sont invités à présenter leurs gammes de finitions possibles pour les matériaux (métal, naturel, ou autre), les revêtements et les colorimétries (tissu, vinyle, fibres synthétiques, cuir synthétique)
- ✓ Le cuir véritable est proscrit
- ✓ La possibilité de coloris distincts entre assise et dossier est souhaitée
- ✓ Les sièges visiteurs devront être assortis ou d'une esthétique adaptée aux sièges de chaque catégorie
- ✓ Les sièges visiteurs seront empilables
- ✓ Les sièges visiteurs sont demandés de base munis de 4 pieds ou d'un piètement luge
- ✓ Les harmonies et le choix de coloris seront traités avec soin

10.1.2 Entretien

- ✓ Les sièges devront être nettoyables et ne pas donner prise à la poussière

10.1.3 Fonctions attendues pour les sièges de travail

Il s'agit de sièges de travail multifonctions à mécanisme synchrone. L'assise et le dossier basculent de façon synchronisée dans un rapport offrant un confort optimal. Ces sièges doivent offrir un soutien parfait de la colonne vertébrale et du bassin.

Un système anti-retour de sécurité doit permettre d'éviter tout choc au niveau de la colonne vertébrale. Le système synchronisé doit être blocable en plusieurs positions et être muni d'un système de sécurité anti-retour du dossier. La tension de basculement doit être réglable.

10.1.4 Fonctions attendues pour les fauteuils à usage intensif 24h/24

Il s'agit de fauteuils de travail à mécanisme synchrone, solides, confortables, pour un usage intensif de plusieurs heures consécutives à 24h/24 et adaptés à une utilisation pour toutes les morphologies.

- ✓ Mécanisme synchrone
- ✓ Ils seront munis de base d'une tête réglable en hauteur
- ✓ Les têtes et accotoirs doivent être nettoyables
- ✓ Les fauteuils 24h/24 doivent assurer un très bon soutien lombaire
- ✓ Le revêtement sera résistant, adapté à un usage intensif
- ✓ Un minimum de deux types de tissus de revêtement et 5 coloris est exigé pour les fauteuils 24h/24. Pour un même équipement inscrit au BPU le prix unitaire de celui-ci sera strictement identique pour tous les coloris proposés au(x) catalogue(s) du titulaire.

10.1.5 Fonctions attendues pour les chaises polyvalentes

- ✓ Des solutions permettant l'empilement de sièges de réunion sans accotoirs sont demandées.
- ✓ Les sièges proposés doivent être empilables.
- ✓ Les sièges devront être nettoyables et ne pas donner prise à la poussière
- ✓ Tous les revêtements proposés disposeront de la classification non-feu selon les normes en vigueur.
- ✓ Piètement permettant le glissement de la chaise sans dégradation du revêtement de sol
- ✓ Les chaises de réunion polyvalentes pourront être équipées d'écritoire abattable et relevable ainsi que d'accessoires d'accrochage.

11. LOT 3 MOBILIER POUR ESPACES DE CONVIVIALITE

11.1 DISPOSITIONS GENERALES

Ce lot est divisé en quatre gammes :

- ✓ Gamme fauteuil bridge
- ✓ Gamme modulaire multi combinaisons
- ✓ Gamme attente de standing piètement bois ou métal
- ✓ Gamme gériatrie

A l'intérieur de chacune des gammes les produits devront être assortis, c'est-à-dire présenter une harmonie de formes et de couleurs.

Le design, le confort, la robustesse et l'ergonomie sont recherchés. Les mobiliers seront munis de patins de protection antidérapants. Les sièges offriront un bon maintien du dos.

Pour chacune des gammes, des produits de différentes largeurs d'assises et de hauteurs de dossiers pourront être proposés au titre du catalogue du titulaire dédié au marché.

Tous les revêtements proposés disposeront de la classification non-feu selon les normes en vigueur.

Les caractéristiques des matériels et prestations imposées par le Pouvoir Adjudicateur sont inscrites au BPU/DQE. Les caractéristiques telles que décrites dans les BPU-DQE, correspondent au niveau de qualité minimal souhaité. Pour les dimensions des fournitures une tolérance de +/-10% est acceptée.

Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits dans le respect des normes applicables.

Les fiches techniques et modes d'emploi seront à fournir pour chaque produit présent au BPU.

12. LOT 4 MOBILIER D'ACCUEIL

12.1 DISPOSITIONS GENERALES

Ce lot est divisé en plusieurs gammes. A l'intérieur de chacune des gammes les produits devront être assortis, c'est-à-dire présenter une harmonie de formes et de couleurs.

Toute proposition comprenant une gamme de produits non assortis sera rejetée.

Tous les revêtements proposés disposeront de la classification non-feu selon les normes en vigueur.

Les caractéristiques des matériels et prestations imposées par le Pouvoir Adjudicateur sont inscrites au BPU/DQE. Les caractéristiques telles que décrites dans les BPU-DQE, correspondent au niveau de qualité minimal souhaité. Pour les dimensions des fournitures une tolérance de +/-10% est acceptée.

Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits dans le respect des normes applicables.

Les fiches techniques et modes d'emploi seront à fournir pour chaque produit présent au BPU.

Si l'ensemble de sièges sur poutre doit être fixé au sol, la notice de montage remise par le fabricant à l'installateur doit préciser l'emplacement des points de fixation et les efforts auxquels seront soumis les points de fixation.

12.1.1 Esthétisme

Les harmonies et le choix de coloris seront traités avec grande attention. Une cohérence esthétique à l'intérieur de chaque gamme proposée est exigée.

Les articles respecteront une harmonie visuelle au sein du lot, permettant de les associer aisément.

Les candidats sont invités à présenter leurs gammes de finitions possibles pour les matériaux (métal, naturel, ou autre), les revêtements et les colorimétries (tissu, tissu enduit, vinyle).

Tous les revêtements proposés disposeront de la classification non-feu selon les normes en vigueur.

12.1.2 Entretien

Les sièges devront être nettoyables et ne pas donner prise à la poussière.

13. LOT 5 MOBILIERS ERGONOMIQUES AVEC ACCOMPAGNEMENT A L'AMENAGEMENT DES POSTES DE TRAVAIL

13.1 DISPOSITIONS GENERALES

Les prestations visent à établir une offre de service permettant à chaque personne de bénéficier d'un accompagnement en matière d'aménagement de son poste de travail, et en particulier de son assise. Ces aménagements de poste peuvent intervenir au bénéfice de personnes présentant des spécificités

impactant leur installation à leur poste, notamment sur préconisation du médecin de prévention, d'un médecin agréé, d'un ergonome ainsi que pour d'autres raisons de santé. Cela se traduit notamment par l'acquisition de matériels adaptés dans le but d'aménager les postes de travail d'agents relevant de situations de santé spécifiques (handicap, pathologies diverses...). Ces différents équipements sont le plus souvent destinés à l'aménagement de postes de travail administratifs mais certains, comme les sièges, peuvent également être destinés à des métiers plus techniques (ex : technicien de laboratoire, agents de restauration, agents de blocs opératoire, ...).

Ce lot comprend notamment :

- ✓ Siège prévention avec pathologie
- ✓ Siège compensation de handicap
- ✓ Siège compensation de handicap freiné en base 4 branches
- ✓ Siège haut prévention et compensation de handicap
- ✓ Siège assis debout
- ✓ Tabouret oscillant
- ✓ Siège usage intensif 24h/24
- ✓ Matériels de bureau divers : repose jambes, repose pieds, supports bras etc. ...

Le choix du matériel et du mobilier devra tenir compte de l'activité de la personne, du poste de travail et de l'adaptabilité des équipements par rapport aux contraintes physiques des personnes et activités de travail, ainsi que des locaux.

Les caractéristiques des matériels et prestations imposées par le Pouvoir Adjudicateur sont inscrites au BPU/DQE. Les caractéristiques telles que décrites dans les BPU-DQE, correspondent au niveau de qualité minimal souhaité. Pour les dimensions des fournitures une tolérance de +/-10% est acceptée.

Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits dans le respect des normes applicables.

Les fiches techniques et modes d'emploi seront à fournir pour chaque produit présent au BPU.

13.1.1 Esthétisme

Les candidats sont invités à présenter leurs gammes de finitions possibles pour les matériaux (métal naturel ou autre), les revêtements et les colorimétries (tissu, textile enduit, vinyle).

Un minimum de deux types de tissus de revêtement et 4 coloris est exigé pour les fauteuils. Pour un même équipement inscrit au BPU le prix unitaire de celui-ci sera strictement identique pour tous les coloris proposés au(x) catalogue(s) du titulaire.

13.1.2 Conseil et accompagnement

A la demande de l'établissement le diagnostic de la situation de travail et d'adaptation au poste pourra être directement réalisé par le titulaire. Pour ce faire, le titulaire doit pouvoir proposer une étude personnalisée du besoin ; des conseils dans le choix des équipements ; un accompagnement par des professionnels formés ; de tests auprès des personnes concernées afin de revoir la proposition ou la commande initiale si l'équipement n'est pas adapté ; et des échantillons pour de nouveaux produits afin de les tester.

Compte tenu de la multiplicité des établissements sur l'ensemble du territoire national, la couverture géographique du titulaire est un critère de sélection.

Concernant les assises pouvant faire l'objet d'une demande de prise en charge financière auprès du FIPHFP, le titulaire devra avoir l'expérience des modalités de fonctionnement de cet organisme et autres organismes associés.

13.1.3 Prestations d'installation et de prêt

Il est attendu que le titulaire livre, monte et installe les produits. Il devra également convenir d'un rendez-vous avec la personne concernée par l'équipement, en informer l'établissement, mettre à disposition du matériel pour essai et effectuer les réglages des différents éléments directement aux postes de travail concernés.

Le choix du matériel et du mobilier devra tenir compte de l'activité de la personne, du poste de travail et de l'adaptabilité des équipements par rapport aux contraintes physiques des personnes et activités de travail, ainsi que des locaux.

Les différents réglages possibles et le fonctionnement devront être expliqués à la personne concernée afin qu'elle soit en mesure de les modifier seule si besoin. Chaque produit devra être accompagné d'une fiche technique rédigée en langue française et présentant les réglages possibles du matériel.

Il est également attendu que le titulaire puisse, sur demande et ponctuellement, effectuer des prestations de manutention, de démontage, de déplacement de mobilier (à l'occasion de la livraison du matériel neuf par exemple). Le titulaire devra également se charger de la collecte et du traitement des emballages liés aux matériels livrés.

Le délai pour installer la mise à l'essai et prodiguer les conseils de bonne utilisation ou réaliser une assistance technique en cours d'utilisation ne devra pas excéder 10 jours calendaires à compter de la demande initiale.

A la demande de l'établissement, cette période pourra être augmentée dans des cas particuliers, pour tenir compte, par exemple, des périodes de congés ou de télétravail du collaborateur bénéficiaire.

Afin de pouvoir juger de l'adéquation réelle entre le matériel proposé et les besoins exprimés, il est demandé qu'un essai du produit en situation réelle de travail puisse être réalisé par la personne concernée. Cette période d'essai devra être de 15 jours de travail minimum. Pendant la période de prêt, le titulaire s'engage à accompagner la personne concernée sur le ou les ajustements nécessaires à l'adaptation ainsi qu'à la formation à la bonne utilisation du matériel ou des matériels prêtés. Cette formation doit pouvoir se faire au moment ou peu de temps après la mise à disposition des matériels. Le titulaire devra être joignable pendant toute la durée du test pour répondre aux potentielles questions (réglages, posture).

Le début de cette période de mise à l'essai est acté par la date de signature du bon de prêt par la personne bénéficiaire. Cette période de mise à l'essai pourra être augmentée dans des cas particuliers, pour tenir compte, par exemple, des périodes de congés ou de télétravail du bénéficiaire.

Le titulaire est amené à gérer le prêt de matériel de la livraison à la reprise du produit. Il est attendu qu'un bilan écrit à l'issue de la période d'essai soit envoyé aux personnes définies par l'établissement demandeur. Cette période d'essai doit pouvoir laisser la possibilité à l'établissement de contacter le titulaire pour obtenir de plus amples informations et solliciter, si besoin, un nouveau passage, ou d'autres essais avec un autre produit, autant de fois que nécessaire.

Dans le cas d'un essai concluant, le fauteuil est impérativement laissé sur place auprès du bénéficiaire avant le remplacement par le matériel neuf commandé. L'établissement pourra émettre alors un bon de commande sur la base d'un devis, en s'appuyant sur les conclusions de l'étude de poste et le compte-rendu de l'essai.

Une fiche technique ainsi qu'une notice d'utilisation simplifiée est fournie avec chaque matériel en langue française. Il est souhaitable d'avoir la possibilité d'accès à des notices d'utilisation consultables sur internet et de préférence animée. Pour les personnes non-voyantes ou mal-voyantes, des notices d'utilisation en braille et ou vocalisée seront appréciées.

Si le matériel ne convient pas, le prestataire devra proposer un autre type de matériel. La livraison du nouveau matériel se fera en même temps que la reprise du premier matériel testé. Dans le cas d'un essai non concluant, le titulaire prend en compte les éléments exprimés lors du bilan de l'essai et propose une nouvelle solution, inscrite au compte-rendu, qu'il laisse à l'essai en remplacement de la proposition initiale. A défaut de solution adaptée, la prestation ne donnera lieu à aucun achat.

A l'identique de la mise en place initiale, cette période de mise à l'essai pourra être augmentée dans des cas particuliers, pour tenir compte, par exemple, des périodes de congés ou de télétravail du salaire bénéficiaire.

Pour le matériel ou mobilier ne demandant pas de test, l'établissement éditera un bon de commande sur la base des références des produits figurant dans le BPU ou au catalogue.

A réception du bon de commande, le titulaire procédera à la livraison du matériel dans le délai contractuel inscrit au CCAP.

Le titulaire devra pouvoir accompagner les établissements pour leur demande d'aide à l'adaptation des situations de travail des personnes handicapées auprès de l'AGEFIPH.

13.1.4 Service Après-Vente

Durant toute la durée du contrat de garantie du matériel mis en place par le titulaire, il est attendu qu'il fournisse, au besoin, les pièces détachées abîmées, qu'il les installe, qu'il répare les éléments le nécessitant et qu'il s'occupe du recyclage des pièces remplacées. Toutes les pièces de rechange fournies dans le cadre du service après-vente devront l'être de manière gratuite et être obligatoirement conformes à celles d'origine fournies par le fabricant.

Tous les produits défectueux ou non-conformes devront être repris et échangés. Toutes les dégradations n'étant pas liées à une usure normale du matériel feront l'objet d'une analyse commune avec le titulaire. S'il s'avère que la qualité est remise en cause, le matériel concerné devra être échangé. Toutes les reprises et tous les échanges s'effectueront sans coûts supplémentaires pour les établissements. Le titulaire du marché aura ainsi à sa charge tous les frais relatifs à la livraison du nouveau matériel et au retour de l'ancien.

13.1.5 Rapidité d'intervention

Le titulaire devra être en mesure d'intervenir rapidement suite à une demande (sous 10 jours calendaires maximum), aussi bien pour une mise à l'essai du matériel que pour assurer une prestation de service après-vente.

13.1.6 Confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus par une obligation de secret et de discrétion et s'engagent :

- ✓ À préserver la confidentialité et à traiter comme strictement confidentiels, toutes les informations qui pourront être communiquées, échangées et/ou recueillies et/ou intégrées dans des documents créés dans le cadre de l'exécution des prestations, objet du marché public. Et à ne les révéler ni n'en faire état, directement ou indirectement, à aucun tiers, sauf accord écrit préalable et exprès de l'Etablissement.
- ✓ À traiter comme strictement confidentiels toutes les informations et tous documents de toute nature dont ils auront connaissance, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, et désignés comme confidentiels au moment de leur révélation.
- ✓ A n'en faire aucune copie ou reproduction, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse et écrite de l'établissement.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation engagerait sa responsabilité. Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire garantit que ses employés, cotraitants ou sous-traitants, connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

13.1.7 Réaffectation de matériel

En cas de réaffectation de matériel auprès d'un autre service ou à une autre personne d'un même établissement, le titulaire devra procéder au déménagement ainsi qu'à l'installation de ce matériel sur le nouveau poste de travail et s'assurer de la fonctionnalité de la réaffectation. Les informations liées à cette réaffectation seront fournies par l'établissement concerné. **Des lignes sont prévues au BPU dans cet objectif.**

13.2 SIEGE PREVENTION AVEC PATHOLOGIE

Il s'agit de fauteuils de travail à mécanique dynamique synchrone, devant permettre le soutien du poids de l'utilisateur de façon confortable, lui permettant de travailler sans fatigue.

Les sièges doivent posséder des caractéristiques permettant un soutien lombaire et cervical, ainsi qu'une assise confortable pouvant répondre à différents types de pathologies (hernie discale, discopathie, cruralgie, troubles musculosquelettiques, etc.).

Un système anti-retour de sécurité doit permettre d'éviter tout choc au niveau de la colonne vertébrale. Le système synchronisé doit être blocable en plusieurs positions et être muni d'un système de sécurité anti-retour du dossier. La tension de basculement doit être réglable.

Différents types de roulettes devront être proposés pour s'adapter à la nature du sol.

13.3 SIEGE COMPENSATION DE HANDICAP

Il s'agit de sièges de travail à mécanisme dynamique à bascule. Ils devront répondre aux problématiques liées aux pathologies diverses touchant le dos, les membres supérieurs et inférieurs. Selon la pathologie, des options d'assises, de dossiers et d'adaptations pourront être proposées pour une meilleure situation au poste de travail. Un système anti-retour de sécurité doit permettre d'éviter tout choc au niveau de la colonne vertébrale. Le système bascule doit être blocable en continu et être muni d'un système de sécurité anti-retour du dossier. La tension de basculement doit être réglable.

D'autres modèles adaptés à l'usage, selon protocoles de médecine ou modèles sur mesure pourront être proposés au catalogue public.

13.4 SIEGE POUR PERSONNE DE FORTE CORPULENCE

Il s'agit d'un siège de travail qui est adapté aux morphologies de personnes de fortes corpulences. Il doit supporter plus de 130kg. Une modularité des options est nécessaire afin de proposer la configuration souhaitée.

13.5 SIEGE COMPENSATION DE HANDICAP FREINE BRANCHE 4 PIETEMENTS

Il s'agit d'un siège équipé d'un système anti-retour de sécurité qui doit permettre d'éviter tout choc au niveau de la colonne vertébrale. Il dispose d'une mécanique de bascule permettant d'apporter une assistance lors du passage en position debout. Le système bascule doit être blocable en continu et être muni d'un système de sécurité anti-retour du dossier. La tension de basculement doit être réglable. Ce modèle devra disposer d'une manette de frein pour permettre un transfert en toute sécurité.

13.6 SIEGE HAUT PREVENTION ET COMPENSATION DE HANDICAP

Les sièges doivent posséder des caractéristiques permettant un soutien lombaire ainsi qu'une assise confortable pouvant répondre à différents types de pathologies (hernie discale, discopathie, cruralgie, troubles musculosquelettiques (TMS) etc. à installer sur un poste haut. Un système anti-retour de sécurité doit permettre d'éviter tout choc au niveau de la colonne vertébrale. Le système synchronisé doit être blocable en plusieurs positions et être muni d'un système de sécurité anti-retour du dossier. La tension de basculement doit être réglable.

13.7 SIEGE ASSIS-DEBOUT

Les sièges permettront une posture dynamique et être adapté à la configuration du lieu d'utilisation (espace de bureau, espace de lingerie...). Les formes d'assises permettront un angle ouvert entre les membres inférieurs et le tronc. La base disposera d'un piètement 5 branches sur roulettes compact (54 cm environ).

13.8 SIEGE USAGE INTENSIF 24H (MECANIQUE DYNAMIQUE A BASCULE)

Il s'agit de fauteuils de travail à mécanisme bascule, solides, confortables, pour un usage intensif de plusieurs heures consécutives (24h/24) et adaptés à une utilisation pour toutes les morphologies. L'ouverture de l'angle d'inclinaison devra être supérieur à 120°.

13.9 TABOURET OSCILLANT

Le tabouret doit permettre une position dynamique du bassin afin de soulager les postures debout. La base doit être lestée pour permettre une stabilité.

13.10 REPOSE BRAS

Ces fournitures doivent permettre de soulager l'ensemble de la chaîne, épaule, coude, poignet lors d'un travail à poste fixe, en position assise ou debout. Ils sont particulièrement adaptés pour un travail statique sur ordinateur ou de précision. Ils ne doivent pas générer de compression au niveau du poignet. Les modèles proposés doivent pouvoir se fixer à des plans de travail de différentes épaisseurs en plus de l'épaisseur standard de 25 millimètres sans avoir à réaliser de perçage. Leur montage ou démontage doit pouvoir se faire manuellement et sans outil.

13.11 REPOSE-JAMBES

Ces matériels doivent permettre de positionner une ou deux jambes en extension et/ou en hauteur. Ils doivent disposer à minima des fonctionnalités et qualités suivantes : permettre un réglage de la hauteur et de l'inclinaison, proposer des réglages facilement accessibles, être conçus de manière à ne pas générer de difficultés circulatoires. Ils doivent disposer de roulettes pour faciliter le déplacement.

13.12 REPOSE-PIEDS

Ces matériels doivent apporter un soutien au niveau des membres inférieurs.

Les matériels proposés doivent :

- ✓ Permettre, en position assise, un réglage facile de la hauteur et de l'inclinaison
- ✓ Avoir une surface antidérapante
- ✓ Être stables et adhérents aux différents types de revêtement de sol

14. LOT 6 MOBILIER D'EXTERIEUR

14.1 DISPOSITIONS GENERALES

Ce lot est divisé en catégories d'équipements d'extérieur comprenant notamment :

- ✓ Des bancs
- ✓ Des chaises
- ✓ Des tables
- ✓ Des cendriers

- ✓ Des équipements d'hygiène extérieure
- ✓ Des parasols
- ✓ Des râteliers

Les caractéristiques des matériels et prestations imposées par le Pouvoir Adjudicateur sont inscrites au BPU/DQE. Les caractéristiques telles que décrites dans les BPU-DQE, correspondent au niveau de qualité minimal souhaité. Pour les dimensions des fournitures une tolérance de +/-10% est acceptée. Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits dans le respect des normes applicables.

Pour ce lot les prestations d'installation ne sont pas comprises dans les lignes de produits mais différenciées au BPU à la rubrique INTERVENTION INSTALLATION & LOGISTIQUE.

Les fiches techniques et modes d'emploi seront à fournir pour chaque produit présent au BPU.

Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits au CMT dans le respect des normes applicables.

Les matériaux, les couleurs et le design devront renforcer une image de modernité, de confort et de bien-être. L'ensemble du mobilier devra s'intégrer au concept d'aménagement et présenter une cohérence esthétique. L'esthétique générale devra être soignée tant en termes de qualité des assemblages, des lignes épurées que par la pérennité des matériaux.

14.1.1 Fonctions attendues

- ✓ Le mobilier proposé doit être adapté à un usage extérieur : Les revêtements seront adaptés aux intempéries et aux températures extérieures : peinture anti UV, traitement très haute protection pour un usage extérieur
- ✓ La structure devra assurer une grande stabilité et la pérennité du produit. La solidité des matériaux permettra de résister à la position assise sans déformation et/ou mouvement
- ✓ Les modules proposés seront de dimensions standards
- ✓ Des piètements gênants et limitant l'ergonomie seront considérés comme un inconvénient majeur en termes de confort
- ✓ Les revêtements seront traités pour résister aux rayures, chocs et abrasions, pour éliminer les reflets et les imprégnations des matériaux. Ils seront faciles à nettoyer
- ✓ Les cendriers doivent être faciles à poser, par scellement ou fixation. Ils doivent être prévus pour éteindre, récupérer les mégots. Ils seront donc munis d'un étouffoir ou couvercle conique à charnière indémontable.
- ✓ Le seau récupérateur de cendre et mégots sera en acier galvanisé
- ✓ Des corbeilles adaptées Vigipirate devront être proposées au catalogue du titulaire dédié au marché.

14.1.2 Normes ou leurs équivalents exigées

En complément des exigences inscrites au chapitre 4 conformité à la législation – réglementation et normes en vigueur, les fournitures objet du présent lot ainsi que leurs conditions d'installation doivent impérativement être conformes, selon le type de fournitures et de services associés notés ci-dessous, aux normes et réglementations ci-dessous :

DOMAINE	FOURNITURES	EXIGENCES
CARACTERISTIQUES DE ROBUSTESSE ET DE STABILITE	MOBILIERS D'ASSISE - BANC	NF P99-610

14.1.3 Ergonomie

Concernant les tables avec bancs fixés à la table, l'accès pour les personnes handicapées doit être facile.

14.1.4 Esthétisme

Des couleurs standards sont souhaitées.

Afin de créer une variété d'ambiance et de style, le titulaire doit pouvoir adapter et personnaliser son mobilier à des environnements différents notamment en proposant un choix de coloris ce, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé.

Le prestataire indiquera le nombre de coloris par mobilier dans le mémoire technique.

En tout état de cause, le choix final des coloris sera à la décision des établissements, sur proposition du titulaire.

14.1.5 Durabilité

Les équipements d'extérieur doivent être robustes

Pour les équipements comprenant du bois, les candidats devront certifier de la longévité des produits, réputés imputrescibles, insensibles aux champignons et résistants aux intempéries et vandalisme.

Pour les parties en acier/métal/métal, les candidats préciseront le traitement prévu pour garantir une résistance optimale notamment dans les milieux de brouillard salin.

Pour les parties en béton, les candidats devront proposer du matériel résistant aux chocs, au gel, et s'entretenant facilement, de préférence au nettoyeur haute pression à eau froide ou chaude.

14.1.6 Entretien

Les équipements d'extérieur ne doivent pas nécessiter d'entretien particulier.

14.1.7 Particularités

Les bancs et tables d'extérieur doivent avoir une possibilité de scellement ou fixation au sol.

Les poubelles seront munies de bacs intérieurs en acier galvanisé et percés pour permettre l'évacuation des liquides. Elles seront de couleur standard.

15. LOT 7 MOBILIER ACOUSTIQUE

15.1 DISPOSITIONS GENERALES

Ce lot est divisé en catégories d'équipements acoustiques comprenant notamment :

- ✓ Ecran de séparation frontal tissu acoustique
- ✓ Clastra fixe tissu acoustique
- ✓ Clastra mobile tissu acoustique
- ✓ Panneaux muraux tissu acoustique
- ✓ Cloison suspendue tissu acoustique
- ✓ Cabine/box

Le candidat propose plusieurs modèles de panneaux acoustiques, afin d'assurer une rupture visuelle et acoustique dans les espaces collectifs.

Les cabines et box acoustiques doivent permettre aux utilisateurs de s'isoler ponctuellement, dans des espaces protégés du bruit ambiant.

Les caractéristiques des matériels et prestations imposées par le Pouvoir Adjudicateur sont inscrites au BPU/DQE. Les caractéristiques telles que décrites dans les BPU-DQE, correspondent au niveau de qualité minimal souhaité. Pour les dimensions des fournitures une tolérance de +/-10% est acceptée.

Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits dans le respect des normes applicables.

Les fiches techniques et modes d'emploi seront à fournir pour chaque produit présent au BPU.

Pour ce lot les prestations d'installation ne sont pas comprises dans les lignes de produits mais différenciées au BPU à la rubrique INTERVENTION INSTALLATION & LOGISTIQUE.

Le titulaire indique les dimensions et caractéristiques exactes de ses produits au CMT dans le respect des normes applicables.

Les matériaux, les couleurs et le design devront renforcer une image de modernité, de confort et de bien-être. L'ensemble du mobilier devra s'intégrer au concept d'aménagement et présenter une cohérence esthétique. L'esthétique générale devra être soignée tant en termes de qualité des assemblages, des lignes épurées que par la pérennité des matériaux.

15.1.1 Fourniture et installation de cabines acoustiques

Dans l'optique d'une confidentialité maximale et d'une redistribution de l'espace, il est nécessaire de proposer une solution d'espace clos intégrant un éclairage et une solution de renouvellement d'air.

Ces cabines devront fournir une excellente insonorisation et une absorption acoustique élevée (minimum 25 DB)

Elles devront :

- ✓ Avoir une structure robuste
- ✓ Murs pleins et vitrés pouvant être placés suivant 3 configurations (2 faces vitrées + 2 faces pleines ou 3 faces vitrées + 1 face pleine ou 3 faces pleines + 1 face vitrée)
- ✓ Les vitrages sont résistants, même soumis à des impacts
- ✓ Les équipements répondent aux normes anti-feu des ERP
- ✓ Le raccordement de sprinklers et de détecteurs de fumée est possible
- ✓ Résistance potentielle des matériaux aux détergents désinfectants de surface

- ✓ Résistance potentielle des matériaux au nettoyeur vapeur
- ✓ Résistance potentielle à une désinfection des Surfaces par Voie Aérienne (ou DSA) (ce procédé utilise des produits à base de peroxyde d'hydrogène et d'acide per acétique)
- ✓ Permettre l'usage du WIFI
- ✓ Se raccorder facilement au réseau électrique
- ✓ Climatisation chaud/froid disponible en option
- ✓ Être ventilée silencieusement avec un débit de 30m³/Heure/personne. La ventilation pourra être arrêtée en cas de non occupation de la cabine
- ✓ Disposer d'un éclairage LED optimisé pour les appels vidéo

Les cabines devront permettre l'accessibilité aux Personnes à Mobilité Réduite (hauteur de seuil 20 mm maximum, largeur des portes minimale de 80 cm, effort nécessaire pour ouvrir une porte inférieure à 50 N).

Les cabines pourront être libre de mobilier intérieur (tables, chaise/banquettes...). Néanmoins elles devront permettre la mise en place d'un écran en vue de réunions connectées, de prises de courants, de connexion internet, de port USB, de port HDMI, d'options de câblages, de mobilier adapté. Le raccordement aux réseaux s'effectuera par des trappes ou par d'autres moyens précisés au CMT.

L'ensemble des cabines acoustiques sera proposé dans une gamme esthétique assortie autant que possible, à l'environnement dans lequel elles seront installées.

Les cabines et box proposés doivent être impérativement fournis avec la fiche technique de chaque équipement et tout autre renseignement utile en fonction de leurs particularités permettant ainsi aux établissements de vérifier si les cabines proposées répondent aux normes françaises et européennes en vigueur pour ce type de produit. Toute la documentation afférente aux produits fournis doit être rédigée en français.

La proposition du prestataire devra se faire avec un souci particulier pour la robustesse, la fiabilité et la qualité du mobilier proposé.

Les éléments ne doivent pas présenter de défauts techniques pouvant affecter la sécurité des personnes.